

## Dispense du vaccin pour motif religieux en question

**Covid-19** » Aux Etats-Unis, l'exemption vaccinale pour raison religieuse fait débat dans les milieux universitaires.

Alors que, sur le sol américain, de plus en plus d'entreprises privées, établissements hospitaliers et universités exigent le vaccin contre le Covid-19, certaines de ces institutions accordent désormais des dispenses pour motif religieux. Or, en l'absence d'une méthode cohérente pour définir les termes de ces exemptions, di-

recteurs et patrons peinent à savoir comment traiter ces cas. Les demandes proviennent tant de chrétiens antiavortement hostiles à l'utilisation de lignées cellulaires issues de fœtus humains pour développer les vaccins que de membres de traditions s'appuyant sur la guérison par la foi.

Spécialiste new-yorkaise des rapports entre droit et religion, Jenna Reinbold atteste que «de nombreux professeurs, dans les facultés de droit du pays, se sai-

sissent aujourd'hui de cette question». Ce que confirme Dennis H. Holtzschneider, président de l'Association des collèges et universités catholiques: «Même au-delà des cours à proprement parler, cette problématique a envahi les campus.»

Dans les grandes entreprises, la vaccination obligatoire progresse. Tyson Foods, Microsoft et United Airlines ont annoncé vouloir vacciner leurs employés. Face à cette tendance, les interrogations affluent sur les méthodes que

pourraient utiliser certaines religions pour présenter un réel motif de dispense.

Aux Etats-Unis, la loi sur les droits civils interdit la discrimination religieuse, une protection que la Cour suprême des Etats-Unis a confirmée en 2014. Or, avec une pandémie mondiale en pleine expansion, les employeurs doivent trouver un équilibre entre protection des croyances religieuses et préservation de la santé et de la sécurité de la communauté. >> **PROTESTINFO**

### AFRIQUE

**CONTRE L'ESCLAVAGISME**  
Quatorze dirigeants de quatre pays africains et de toutes religions ont signé cette semaine au Ghana une déclaration contre l'esclavagisme moderne, qui inclut la traite des êtres humains, la servitude domestique, le travail forcé et le mariage forcé des enfants. Ces crimes touchent plus de 40 millions de personnes dans le monde. **CATH.CH**

Le Réseau œcuménique de l'eau se bat pour la reconnaissance de l'eau comme un droit de l'homme

# Les Eglises face au grand défi de l'eau

<< CAROLE PIRKER, CATH.CH

**Eau vive (6)** » Signe de pureté, de renaissance et de guérison, mais ressource en péril, l'eau interpelle toutes les religions. Une série d'été entre ciel et terre.

Les Eglises sont au cœur du combat pour l'eau. Coordinateur du Réseau œcuménique de l'eau (ROE), l'Indien Dinesh Suna revient sur le rôle et le bilan de cet organisme créé à l'initiative du Conseil œcuménique des Eglises (COE), basé à Genève. Face à l'accaparement de l'eau et sa privatisation, les défis sont nombreux. En 2025, selon les Nations Unies, les ressources en eau de plus de la moitié des pays connaîtront des tensions ou une véritable pénurie. Vers 2050, les trois quarts de la population mondiale pourraient être confrontés au manque d'eau. Rencontre.

**Quel bilan faites-vous de l'action menée depuis 15 ans par le Réseau œcuménique de l'eau?**

**Dinesh Suna:** De par son engagement pour la justice de l'eau, le Conseil œcuménique des Eglises, membre poids lourd du réseau ROE avec sa communauté de plus d'un demi-milliard de chrétiens, est devenu une «communauté bleue». A ce titre, il doit respecter trois critères: reconnaître l'eau comme un droit de l'homme; dire non à la vente et à l'utilisation d'eau en bouteille dans les endroits où l'eau du robinet est potable; dire non, enfin, à la privatisation de l'eau. Aujourd'hui, les «communautés bleues» ont essaimé: il en existe 22 en Suisse et une centaine dans le monde, composées de villes, d'universités, d'Eglises et d'ONG. Notre effort collectif vise à réaliser l'objectif de développement durable: «l'eau et l'assainissement pour tous d'ici 2030».

**Avec quels résultats concrets?**

Les membres fondateurs du ROE ont mis en œuvre des projets sur le terrain. La NCA (Norwegian Church Aid), par exemple, a collecté 36 millions de dollars par le biais d'un téléthon national en Norvège. Ils ont réussi à fournir de l'eau potable à un million de personnes grâce à des forages, des robinets, des puits, des réservoirs d'eau, dans dix pays du Sud.

**Mais le défi est encore énorme...**

Le récent rapport conjoint de l'OMS et de l'UNICEF prévoit que si rien n'est fait, des milliards de personnes n'atteindront pas cet objectif d'ici 2030. Par consé-



Membre fondatrice du Réseau œcuménique de l'eau, l'organisation humanitaire et œcuménique Norwegian Church Aid assure une distribution d'eau à Uusgure, en Somalie. Håvard Bjelland/Kirkens Nødhjelp/DR



**«Nous demandons des comptes au Forum mondial de l'eau»**

Dinesh Suna

quent, les efforts doivent être quadruplés pour l'atteindre. En tant qu'acteurs religieux, nous continuerons donc à demander des comptes aux gouvernements, par le biais de nos mesures de plaidoyer. Grâce aux «Sept semaines pour l'eau», la campagne de carême du COE sur la justice de l'eau, nous avons pu placer le discours sur l'eau au centre des préoccupations des Eglises. Chaque année, pendant le Carême, nous envoyons aux Eglises membres du COE des réflexions bibliques sur la justice de l'eau, et ce depuis 2008.

**Sur quoi mettez-vous l'accent dans votre campagne 2021?**

Sur la question de la justice de l'eau en Amérique du Nord. Notamment la contamination de l'eau à Flint dans le Michigan, la protestation de la tribu sioux de Standing Rock contre les oléoducs Dakota Access, les communautés indigènes de la nation Navajo, où le manque d'eau pour le lavage des mains a aggravé le bilan de la pandémie de Covid-19 dans le sud-ouest. Plusieurs théologiens et militants de la justice de l'eau issus de diverses traditions religieuses et spirituelles

d'Amérique du Nord ont partagé leurs réflexions sur le sujet. De grandes questions ont émergé au cours de la campagne autour du racisme, de l'accès des populations autochtones à la terre et à l'eau et concernant leur identité.

**Allez-vous participer au prochain Forum mondial de l'eau, qui se tiendra du 21 au 26 mars 2022?**

Oui, toutefois pas en tant que chef de file, mais pour demander des comptes au Forum mondial de l'eau (WWF) et à ses organisateurs, le Conseil mondial de l'eau. Nous avons fortement cri-

tiqué les processus du forum, qui sont malheureusement dominés par les entreprises qui facilitent l'accaparement de l'eau et sa privatisation. La plupart des éditions du WWF sont sponsorisées par de grands opérateurs privés de l'eau comme Veolia, Suez ou des fabricants d'eau en bouteille comme Nestlé, Coca-Cola... C'est pourquoi, tout en participant au WWF, nous organisons un événement parallèle au même endroit, pour lequel des milliers de participants sont attendus. Nous avons invité des ONG, des organisations de base et des acteurs religieux. Il s'agit du Forum mondial alternatif de l'eau.

**Qu'attendez-vous de cette 9<sup>e</sup> édition, qui se tiendra à Dakar?**

C'est la première fois que le Forum mondial de l'eau prend place sur le continent africain. Les géants du secteur de l'eau feront tout leur possible pour acheter et vendre des plans d'eau en Afrique ou pour signer des contrats de privatisation de l'eau avec les pays africains. Nous serons attentifs à soulever ces questions dans les forums appropriés. >>

### DEVENIR DES «COMMUNAUTÉS BLEUES»

Le secteur de l'eau compte plusieurs parties prenantes: gouvernements, ONU, acteurs privés, ONG, organisations confessionnelles, militants de base et victimes de la crise de l'eau elles-mêmes. «Le secteur est très fragmenté et présente des intérêts divergents. Comme le dit le cliché, la prochaine guerre mondiale sera celle de l'eau, étant donné les conflits transfrontaliers et la course à la privatisation de l'eau. C'est pourquoi la diplomatie de l'eau et le plaidoyer sont essentiels», souligne Dinesh Suna, coordinateur du Réseau œcuménique de

l'eau. Selon lui, les gouvernements à eux seuls ne donneront pas la priorité à l'eau et à l'assainissement. Ils auront donc besoin d'acteurs externes et privés pour investir dans le secteur de l'eau. «Il faut une approche équilibrée. Les acteurs privés peuvent être impliqués dans l'innovation technologique et la prestation de services, mais sans contrôle sur les ressources en eau ou la fixation des tarifs. Les acteurs religieux ont un rôle plus important à jouer. A cette fin, nous pensons que devenir des «communautés bleues» est la solution.» **CP/CATH.CH**